

Nord canadien, car je me dis que ces régions symbolisent la jeunesse, la vigueur et le potentiel de développement de la nation canadienne. C'est là que réside la majeure partie de nos ressources. Contrairement à l'Ontario, qui est fortement industrialisé et développé, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Labrador sont relativement sous-développés bien que des gens y vivent et y peinent depuis des siècles.

La grande zone industrielle de l'Ontario et de Montréal, de même que beaucoup de grands centres industriels situés dans certaines régions des États-Unis, tels que les États de la Nouvelle-Angleterre—à propos du Labrador, je songe notamment à Pittsburgh—ont un besoin vital du Canada septentrional. C'est là qu'ils se procurent leurs ressources, et c'est dans cette région que nous avons besoin de directives et de lois particulièrement nettes, notamment en ce qui concerne la politique étrangère, la propriété étrangère et la politique fiscale.

Quand j'avais 16 ans, j'ai, pour la première fois de ma vie, travaillé à Schefferville en l'occurrence, ou Knob Lake comme on appelait alors cette localité, laquelle est située non loin de la frontière séparant le Québec de Terre-Neuve. Je noterai que le Québec met toujours en question la légitimité de cette frontière tracée tout au début de ce siècle, mais il s'agit là d'un litige politique qui n'a que peu de chose en commun avec ce bill. Cette localité de Knob Lake, dans les régions vierges du Canada, avait alors un effectif ouvrier de 2,000 personnes, qui se fiaient toutes à l'exploitation des ressources minières de cette région de notre pays, les mines d'or. J'ai travaillé à la construction du chemin de fer qui va de Sept-Îles à un endroit peu connu, quelque 360 milles plus loin. Ce chemin de fer était construit par la Quebec North Shore and Labrador Company, dans le dessein exprès d'exploiter les mines d'or. Cela démontrait jusqu'à quel point les gens risqueraient volontiers leurs ressources financières pour exploiter un endroit prometteur. Au fond, dans la plupart des cas, le mobile de l'exploitant, particulier ou compagnie, c'est de faire fortune rapidement. L'ambition des gens qui se livrent à l'exploitation, c'est d'accroître leur richesse et leur pouvoir financier. Il importe que notre politique fiscale comporte des stimulants susceptibles d'attirer les Canadiens munis de la puissance, de l'imagination, de la détermination et de l'énergie requises, dans les parties reculées du Canada pour y développer les ressources naturelles de notre pays.

Je ne me suis pas rendu dans cette région depuis 1956 ou 1957, mais j'ai eu l'occasion de visiter de nombreuses nouvelles exploitations minières et autres industries. Si le député de Grand Falls-White Bay-Labrador (M. Peddle) était ici, monsieur l'Orateur, avec ses connaissances techniques, il pourrait nous donner des précisions au sujet du projet de 1 milliard de dollars des chutes Churchill qui, l'an dernier, occupait 6,400 hommes. J'ai visité les chutes Churchill et on m'a dit qu'après le programme spatial des États-Unis, c'était l'entreprise qui employait le plus de travailleurs en Amérique du Nord. Les ressources financières viennent entièrement du secteur privé. J'ignore quelle est la proportion des placements américains, mais je peux vous dire, monsieur l'Orateur, que nous ne nous inquiétons guère qu'ils soient de provenance canadienne, chinoise, russe, indonésienne ou américaine. Tant que

[M. Lundrigan.]

l'aménagement se poursuit, nous sommes très heureux de voir cette entreprise, hydroélectrique, la plus grosse au monde, qui emploie 6,400 personnes. Cet effectif ouvrier diminuera les cinq prochaines années avec l'avancement du projet, mais le principal c'est que nous ayons exécuté ces importants travaux entièrement avec des capitaux privés.

• (5.00 p.m.)

A Saint-Jean de Terre-Neuve, l'an dernier, j'ai entendu le nouveau et compétent président de Brinco, M. Mulholland, témoigner devant notre comité des finances et présenter un rapport au nom de son entreprise. Il a déclaré que lorsque les instigateurs et les entrepreneurs de Brinco ont songé au projet des chutes Churchill, ce dernier n'aurait jamais vu le jour si l'incertitude sur la fiscalité qui envahit la population canadienne et pénètre partout au Canada avait alors existé. Cette déclaration d'un homme d'affaires du Canada m'a paru dramatique. Il a également déclaré que le projet de 500 millions de dollars du Bas-Churchill, le projet de l'île Gull qui coûterait un demi-milliard de dollars, ne serait jamais entrepris si l'on n'était pas plus sûr qu'à l'heure actuelle d'obtenir des stimulants fiscaux. Je ne saurais mieux paraphraser ses propos, mais à mon avis, ils résument de façon dramatique l'incertitude et l'inquiétude qui habitent les esprits des entrepreneurs et hommes d'affaires du Canada en ce qui concerne l'exploitation du Nord.

Je suggérerais à tous les députés de visiter le Labrador avant la fin des travaux et aussi après. C'est l'entreprise la plus extraordinaire qu'il m'ait été donné de voir. Je me croyais Gulliver au pays des géants. Tout, depuis les clés anglaises jusqu'aux beurriers de la salle à manger prévue pour 3,000 personnes, avait des proportions fantastiques. On s'attendait à rencontrer au premier tournant des hommes de dix ou douze pieds. C'est le genre d'entreprise qui se poursuit à l'heure actuelle dans le Nord canadien, la dernière «grande frontière», le grand Labrador de la terre ferme qui fait partie de Terre-Neuve. C'est un des divers types d'aménagement qui se poursuivent dans cette région du pays, région qui, d'ici 20 ou 30 ans, contribuera beaucoup au développement du Canada.

Personne, dans cette région du pays, n'impose de fardeau au public canadien. Tout le monde paie des impôts, par la force des circonstances. Vu l'apport positif du Labrador par ces impôts, Terre-Neuve est une partie de la nation beaucoup plus importante financièrement que ne le supposent la plupart des Canadiens. D'autres régions sont aussi mises en valeur, dont Labrador City, qui compte 8,000 habitants, et la ville jumelle de Wabush qui compte de 7,000 à 8,000 âmes.

Qu'est-ce que tout cela a à voir avec le bill C-187 à l'étude? Je ne vois pas très bien pourquoi le gouvernement nous le propose, mais il donne aux députés l'occasion d'exposer leurs idées et leurs attitudes à l'endroit de la propriété étrangère et des questions connexes. Entre autres choses, le bill met l'embargo sur les placements. En lisant le bill et les observations du député du Yukon, on se demande s'il ne s'agit pas d'un ballon d'essai. Le gouvernement cherche-t-il à voir comment les choses se passent au Yukon? Le Yukon sert-il d'expérience, de